

Le 21e siecle nous lance le defi de la renaissance africaine

Sombrer davantage ou renaître de ses cendres: un défi majeur pour l'Afrique du 21e siècle

Par le Prof. Kum' a Ndumbe III

(AfricAvenir Douala, Forum de Dialogue 2000, Conférence inaugurale, 3 mars 2000)

Allons-nous sombrer davantage dans nos pays africains ou le fond du gouffre est-il déjà atteint ? Allons-nous continuer à gagner la palme d'or des pays les moins avancés de la planète, nous plaire dans ce rôle et aller jusqu'à revendiquer ce classement pour obtenir quelques miettes de certains bailleurs de fonds ? L'Afrique dans son ensemble ne pèse même plus 3% du commerce international, nous n'avons pas piétiné, nous avons reculé dans notre capacité de promouvoir les économies de nos pays. Aujourd'hui, le constat sévère s'impose à nos yeux.. Quarante ans après la défaite des indépendances – car les indépendances en Afrique ont été une défaite face à une stratégie bien pensée à long terme des colonisateurs- nous voici, dans le processus de la mondialisation, entrain de vivre la reprise systématique de nos sociétés industrielles, financières et économiques en panne, par des maisons étrangères des pays industrialisés. Nous le vivons sans grande résistance, car nos performances pendant les quarante dernières années dans ce domaine n'ont pas su s'inscrire dans le moule de la rigueur nécessaire en matière économique. Plusieurs responsables africains ont visiblement confondu le budget de l'Etat avec leurs biens personnels, cela a fait tâche d'huile dans nos sociétés, et la nomination d'un citoyen à un quelconque poste de gestion devenait synonyme d'encouragement pour des enrichissements illicites devant être accumulés en un temps record. Et tout ceci se faisait et se fait dans beaucoup de pays africains au vu et au su de tout le monde, dans l'impunité organisée, la justice elle-même se taisant parce qu'inféodée ou participant à ce système. Loin de relancer notre économie, ces enrichissements n'engendraient pas d'accumulation de capital sur place car ces capitaux se volatilisaient aussi immédiatement vers des paradis fiscaux ou des comptes numérotés en Suisse et ailleurs. L'Afrique, malgré ses richesses incroyables, malgré son sous-sol qui, dans certaines régions, représentent un véritable scandale géologique à cause d'innombrables richesses à portée de main, l'Afrique, malgré son effort gigantesque d'éducation et de formation de hauts cadres depuis les indépendances, l'Afrique, malgré son sol généreux et fertile dans de si nombreuses régions, un sol capable de nourrir tous ses enfants oui, cette Afrique-là, notre Afrique, est devenue le mendiant de la communauté internationale, l'agonisant qui n'a même plus honte d'être filmé dans sa détresse. Et c'est cette honte qui est vendue à l'extérieur du continent, c'est avec cette honte de l'Afrique que les campagnes sont faites dans les pays du Nord pour susciter la pitié et la magnanimité de ceux qui n'ont pas faim et qui pourraient se passer de quelques pièces pour que nous soyons tenus sous perfusion, pour que nous ne mourions pas. Or nous mourons, par milliers, tous les jours, dans nos villes, dans nos campagnes, nous mourons de faim, de malnutrition, nous mourons de sida, de paludisme, nous mourons de nos propres violences tribales, nous mourons des luttes pour une prise de pouvoir qui n'a de but que l'enrichissement personnel, nous succombons de notre manque de vision pour l'avenir collectif de nos pays et de notre continent. L'Afrique détient la palme d'or du nombre de réfugiés dans le monde qui ont fui leurs domiciles ou leurs pays à cause de l'intolérance, à cause du refus de dialogue, à cause de l'uniformité du discours qui est imposé à tous. Plusieurs hauts cadres et technocrates qui ont été formés depuis quarante ans ont déserté leurs pays pour fuir la misère économique, l'insécurité due aux systèmes politiques, pour fuir des systèmes qui tuent dans l'œuf tout grand génie créateur, oui, ces intellectuels africains excellent ailleurs, à l'étranger, pendant que leurs pays importent des

cadres souvent de moindre niveau et qui ne peuvent que difficilement s'adapter à nos réalités et devenir vraiment performants.

Que nous est-il donc arrivé dans les pays africains pour que nous sombrions dans un sommeil aussi profond sans pouvoir nous réveiller à temps ? Que nous est-il donc arrivé pour que nous acceptions notre situation comme s'il s'agissait d'un sort maléfique qui nous a condamnés avant de naître ? Au Cameroun, on dit: „On va faire comment ?“ Et l'on exprime par-là qu'il n'y aurait pas d'issue, qu'il faudrait tout simplement essayer de survivre, en attendant un jour hypothétique, un jour miracle.

Quels que soient les domaines d'analyse, l'impression qui l'emporte est que l'Afrique est prise en otage, devient esclave et se complaît lentement dans cet esclavage-là, même si les relents de rébellion ne manquent pas. Je me contenterai de quelques exemples pour illustrer ce propos.

La pauvreté dans une mer de richesses économiques

Depuis l'esclavage et la colonisation, l'économie des pays africains est extravertie, tournée vers l'extérieur, elle a été définie non par les Africains, mais par les maîtres esclavagistes et coloniaux pour satisfaire les besoins des marchés des pays du Nord. Depuis lors, les routes commerciales ne traversent plus les pays africains du nord au sud, et de l'est à l'ouest, mais partent du port fluvial aux métropoles étrangères. Ce que nous produisons, qu'il s'agisse du cacao, de la banane, du café etc., n'a pas été définie par les Africains comme une priorité pour la survie de nos économies nationales, mais par les dominateurs étrangers de l'époque et quarante ans après les indépendances, nous sommes plus que jamais coincés par cette répartition internationale du travail qui nous enlève la maîtrise de nos économies. Et nous arrivons à la flagrante contradiction que les famines se répètent en Afrique, que les populations meurent régulièrement de faim dans un continent essentiellement agricole. Même à l'intérieur du même pays, les populations peuvent abonder de nourriture dans une région, pendant que d'autres populations dans d'autres régions à l'intérieur des frontières nationales meurent de faim. Alors, nous appelons les pays du nord à la rescousse et ils déversent leur trop plein agricole dans nos pays à vocation agricole. Nous sommes déjà tellement habitués à ces scénarios qu'ils choquent à peine.

Quand les Africains oseront-ils définir les priorités de leur économie et oser prendre le courage et le pouvoir pour imposer ces orientations chez eux ? Cette question reste primordiale, si nous ne voulons pas sombrer davantage. Cette question ne nie en rien une coopération internationale bien pensée par chaque partenaire et à la fin mutuellement bénéfique. N'oublions pas que les termes „développement“ ou „Coopération pour le développement“ ne sont pas des concepts africains, mais des concepts européens et américains nés de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Les Africains ont seulement sauté dans le train de cette discussion et de cette politique une fois qu'ils purent accéder à la souveraineté nationale et qu'ils furent sollicités pour se ranger derrière les pays de l'Ouest ou de l'Est, moyennant des primes financières supposées engendrer le développement de leurs pays. Or le développement se fait toujours attendre, nous avançons à reculons car encore une fois, ce n'est pas nous qui avons défini la route que nous voulions emprunter pour marcher avec nos partenaires étrangers. Sauter dans un train déjà en marche a rarement été bénéfique pour le devenir d'une nation.

Dans ce contexte, même nos Chefs d'Etat deviennent des otages de puissances étrangères qui leur dictent à volonté la route à suivre, sans que leur marge de manœuvre soit suffisamment

grande pour pouvoir accepter, refuser ou modifier l'itinéraire. Nos chefs d'Etat vivent souvent des drames et des déchirements intérieurs lorsqu'ils discernent clairement la voie avantageuse pour leur peuple et l'obligation qui leur est faite de suivre telle ou telle initiative, au risque de perdre le pouvoir.

Le système politique

En effet, la question de pouvoir reste centrale dans la descente aux enfers des pays africains. Combien de chefs d'Etats africains aujourd'hui peuvent - ils rester au pouvoir sans la bénédiction de telle ou telle puissance étrangère, des réseaux ou des multinationales ? Combien de Chefs d'Etats africains sont convaincus que l'appui massif de leur population suffirait à garantir leur pouvoir s'ils n'ont pas l'aval de telle ou telle puissance extérieure, de ses réseaux ou de ses multinationales ? L'Afrique paraît donc comme étranglée. S'ajoute à ce drame la propre strangulation des Africains qui font de la politique uniquement pour se positionner en vue de la prise de pouvoir. L'objectif de la politique ne consiste plus à proposer à la société de véritables projets, des contrats sociaux, des alternatives pour un meilleur devenir collectif. L'objectif de la politique se résume en la prise de pouvoir, avec éventuellement un changement d'hommes dont le but essentiel est l'accumulation des avantages personnels. C'est cela qui ruine nos sociétés, c'est cela qui bloque nos horizons, c'est cela qui accentue notre sous-développement dans des pays scandaleusement riches. Mais c'est cela aussi qui nous rend incapable de penser, d'inventer et de mettre en place des systèmes politiques originaux, proprement africains, qui répondent à l'évolution de notre histoire, des systèmes politiques qui puisent dans les facultés et les leçons apprises des défaillances de nos systèmes politiques ayant fait leur preuve avant la domination du continent par l'étranger. Oui, nous sommes encore incapables d'inventer des systèmes politiques qui lient nos capacités du passé aux exigences des temps modernes. Nous vivons avec des systèmes politiques hybrides, importés sans vraiment être européens ou américains, mais qui sont coupés des racines profondes de nos expériences politiques millénaires. Cette violence faite à l'Afrique est relayée et défendue avec acharnement par les intellectuels occidentalisés mais coupés de leurs racines que nous sommes. Il ne nous reste plus qu'à sauter dans les trains de tel ou tel bailleur de fond, de s'accommoder de rester aux commandes ou de prendre le pouvoir, et de renvoyer aux calendres grecques la mise en place de systèmes politiques réconciliant l'Africain avec lui-même, son passé, son présent et son devenir. Même les bailleurs de fonds étrangers qui reconnaissent cette nécessité et qui seraient prêts à nous soutenir dans cette direction restent impuissants face à notre lutte acharnée pour la prise du pouvoir ou son maintien.

La culture

Comment pouvons-nous d'ailleurs le faire puisque même notre culture est relayée au rang de folklore, puisque nous avons même honte de nos propres langues que nous dévaluons en les qualifiant de dialectes, en les excluant de nos écoles, et que certains vont jusqu'à interdire l'utilisation de ces langues à leurs propres enfants ? Nous envoyons nos enfants dans des écoles où ils n'apprennent rien de notre culture, où ils s'instruisent pour devenir des étrangers dans leur propre environnement qu'ils ne sauront par conséquent maîtriser. Dans nos églises, nous adorons Dieu sous une forme et une interprétation qui nous demandent de nous renier d'abord comme Africains, de renier tout ce que nos ancêtres ont pu édifier comme glorification du Tout-Puissant au risque de servir le diable, le salut pour l'Africain ne passe donc que par une aliénation de lui-même, par une négation de tout son héritage et de sa vision du monde. Etrangement, les religions révélées ont fait de l'Afrique un véritable champ de bataille à coup d'injections de fonds financiers venant des métropoles de ces religions, et l'Africain que l'ensemble du système contribue à infantiliser, l'Africain qui a

faim, qui croupit dans la misère devient un fervent adhérent, il devient un fanatique de sa propre négation, il embarrasse même souvent son propre bailleur de fonds religieux dans sa ferveur anti-africaine.

Une guerre des religions, surtout entre chrétiens de différentes concessions, entre musulmans de différentes obédiences, et entre chrétiens et musulmans se prépare un peu partout en Afrique. Dans certains pays, on compte déjà des centaines de morts. Il faudra y ajouter les futurs victimes des conflits qui s'annoncent entre croyances africaines et religions importées.

L'Afrique n'a plus le droit de sombrer davantage. Nous avons l'obligation de renaître de nos cendres, notre génération a le devoir sacré de recréer l'espoir avec une grande vision pour le destin de nos peuples.

Nos parents ont lutté pour les indépendances il y a quarante ou soixante ans. Aujourd'hui, nous devons résolument reprendre la lutte pour instaurer des sociétés africaines modernes, dignes, des sociétés humaines et responsables, des sociétés de justice, de paix et de tolérance, des sociétés de richesses partagées. Nous avons des potentialités énormes, il suffit de s'entendre sur les mécanismes par lesquels nous pourrions les exploiter au bénéfice de l'ensemble de nos populations. Mais avant tout, commençons par nous accepter en tant que Africain, commençons à revendiquer l'héritage de notre passé dans tous les domaines, scientifiques, politiques, économiques, religieux, culturels, linguistiques. Commençons d'abord à puiser dans nous-mêmes, dans notre fort intérieur, recherchons nos racines profondes qui puisent leur suc dans la terre de nos ancêtres. Alors, et seulement alors, nous tirerons un grand bénéfice des fenêtres que nous offrent les autres cultures et systèmes politiques ou économiques du monde. Alors, et alors seulement, nous tirerons un grand profit du dialogue des cultures, de la mondialisation de l'économie, de la modernisation de nos systèmes politiques.

L'Afrique doit renaître de ses cendres, et nous serons les maîtres d'œuvre de ce nouvel édifice aux ambitions dignes du défi à relever.

Vous me demanderez: alors, comment faudra-t-il s'y prendre ? En diagnostiquant les maux, nous entrevoyons le remède. Je me contenterai d'indiquer quelques voies d'investigation qui devraient faire l'objet de nos forums de dialogue à AfricAvenir en cette année charnière, en l'an 2000.

Les grands forums

Sur la culture

Tout système politique, juridique, économique ou militaire d'un peuple est basé sur sa culture. Nous n'allons plus marginaliser cette constatation. Nous ouvrirons un débat sur les grands défis que nous lance la renaissance africaine dans le domaine d'une culture africaine plurielle qui ne peut plus ignorer son essence et sa force, mais qui est constamment interpellée à se fondre dans les grands courants des cultures du monde contemporain. Comment puiser ses forces dans soi-même et s'ouvrir au monde ? Voici l'interrogation qui guidera les débats du forum sur la renaissance culturelle.

Sur les systèmes politiques

La faillite de nos systèmes politiques depuis les indépendances doit faire l'objet d'un grand forum. Il ne s'agira pas de vilipender nos Chefs d'Etat, ce qui serait une solution trop facile et qui nous dévoierait de notre objectif. Il ne s'agira pas non plus de les blanchir, ce qui ne nous mènerait nulle part. Il s'agit de poser un diagnostic sévère sur les raisons du dysfonctionnement d'un système qui nous a mené à être des étrangers dans les systèmes politiques de nos propres pays. Comment sommes-nous arrivés à ne plus nous reconnaître dans les systèmes politiques qui déterminent notre destin ? Comment pouvons-nous transformer fondamentalement ces systèmes pour qu'ils correspondent à nos mentalités, pour qu'ils bénéficient des acquis de notre passé et s'enrichissent des exemples positifs appris ailleurs ?

Sur le système juridique

Le système juridique fera aussi l'objet d'un grand forum. Le système actuel, même s'il se qualifie de droit africain moderne, devra être interrogé sur son aliénation fondamentale et sur la marginalisation de la philosophie juridique et des jurisprudences héritées des peuples africains. Il est clair aujourd'hui que le droit de nos peuples africains ne peut plus se reposer sur la simple adaptation du code napoléon ou des traditions juridiques britanniques ou américaines. Cette perversion imposée aux peuples africains doit faire l'objet d'un vaste débat, et l'insertion dans le droit actuel de la pensée juridique héritée depuis des millénaires dans les pays africains ne saurait plus attendre au risque de faire des Africains des citoyens de seconde zone dans leurs propres pays.

Sur l'économie

Si la question de la réorientation économique a souvent fait l'objet de grands colloques au sein des cadres, il est temps que cette question soit débattue au sein des différentes couches de la population. Comment sortir des structures économiques qui nous sont imposées depuis bientôt cinq cent ans et qui nous ont ruinés ? Comment réorienter nos économies nationales et régionales vers nos besoins ? Comment assurer la mondialisation à sens unique de l'économie sans devenir des mendiants dans nos propres pays ? Comment vaincre la contradiction entre l'immense richesse de nos pays et la pauvreté de nos populations ? Quel développement visons-nous, et pourquoi faire ?

Sur la science, la technique et la technologie

L'autre question qui va nous préoccuper pendant nos forums de dialogue sera celle de la science, de la technique et de la technologie. Nous nous plaignons à importer la technologie au lieu de l'inventer sur place et de l'enrichir par les inventions venues d'ailleurs. Nous nous sommes détournés de nos savoirs scientifiques, techniques et technologiques et beaucoup de nos citoyens vivent dans le complexe que les Africains ont été absents de l'évolution scientifique de l'humanité, que nous n'avons d'autre choix que de recopier ce que les autres ont déjà fait. Nos mémoires ont été tellement ensevelies que nous avons oublié que l'Afrique, mère de l'humanité, a été la mère de la science, de la technique et de la technologie avant la Grèce, avant Rome et avant l'Europe. Aujourd'hui, il s'agit de savoir comment l'Afrique peut mettre ses acquis scientifiques au service d'elle-même et de l'humanité entière, comment elle peut s'adapter au monde moderne, et comment elle peut générer un génie créateur qui aidera l'humanité entière à avancer, sans que pour cela ses génies se voient dans l'obligation de fuir le continent. Nos génies créateurs et savants africains ont urgemment besoin d'une politique de promotion et de mise en application de leurs inventions.

Voici donc les grandes étapes qui orienteront les débats de notre forum de dialogue 2000 à AfricAvenir. Permettez-moi, chers invités de lancer ici un pressant appel.

Il est grand temps de mettre une sourdine aux luttes partisans dans les pays africains. Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe des luttes tribales et ethniques pendant que les autres envoient des fusées pour sonder la planète mars, nous n'avons plus le droit de faire de la politique un simple jeu dangereux de positionnement pour la prise ou la conservation du pouvoir, nous sommes appelés à relever le défi de la renaissance de nos cultures, à doter nos pays de systèmes politiques et juridiques fiables, stables et dans lesquels nos populations se reconnaissent, nous sommes dans l'obligation de réinventer ensemble nos économies pour que le don divin de nos richesses fasse de nos pays les petits paradis terrestres qu'ils devraient être. Oeuvrons ensemble pour que l'Afrique relève la tête et marche dignement dans cette aventure globale du 21^e siècle. Nos enfants et petits enfants ne cesseront de nous interpellé pour demander: qu'avez-vous fait, vous qui avez eu l'extraordinaire chance de vivre un nouveau siècle et un nouveau millénaire, oui qu'avez-vous fait pour changer le cours de l'histoire et nous aménager des plages de l'espoir pour une vie meilleure et digne ?

© **Kum' a Ndumbe III. / Africavenir**